

l'exécution du test rapide et aux suites à leur donner sont fixées par le Ministre qui a la santé publique dans ses attributions. »

2° un § 5 est ajouté, rédigé comme suit :

« § 5. Par dérogation au § 2 du présent article, le test rapide doit toujours être effectué dans les cas visés au § 1^{er}, 5°.

Par dérogation au § 4 du présent article, les échantillons nécessaires pour les tests rapides visés au § 1^{er}, 5° sont emballés et scellés avec du matériel livré par l'autorité. Ils sont remis par l'exploitant de l'abattoir au préposé du laboratoire agréé qui en assure la récolte.

Dans les cas visés au § 1^{er}, 5°, l'article 24 n'est pas applicable. »

Art. 2. L'Annexe 2, Chapitre I du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 9 juin 1970 et 11 octobre 1997, est complété par la disposition suivante :

« G. Les viandes issues de bovins âgés de plus de 24 mois abattus pour cause de nécessité ou issues d'autres bovins de plus de 30 mois, si elles n'ont pas été soumises à ou n'ont pas donné un résultat négatif au test rapide de l'encéphalopathie spongiforme bovine visé à l'article 21^{ter}, § 1^{er}, 5°. »

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2001.

Art. 4. Notre Ministre qui a la santé publique dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 mai 2001.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Protection de la consommation,
de la Santé publique et de l'Environnement,
Mme M. AELVOET

van de snelle test en het gevolg dat eraan moet worden gegeven worden vastgesteld door de Minister die de volksgezondheid in zijn bevoegdheid heeft. »

2° een § 5 wordt toegevoegd luidend als volgt :

« § 5. In afwijking van § 2 van dit artikel wordt in de gevallen bedoeld in § 1, 5° de snelle test steeds uitgevoerd.

In afwijking van § 4 van dit artikel worden de monsters nodig voor de snelle testen bedoeld in § 1, 5° verpakt en verzegeld met materiaal geleverd door de overheid. Zij worden door de exploitant van het slachthuis overhandigd aan de afgevaardigde van het erkend laboratorium dat de ophaling verzekert.

In de gevallen bedoeld in § 1, 5° is artikel 24 niet van toepassing. »

Art. 2. De Bijlage 2, Hoofdstuk I van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 juni 1970 en 11 oktober 1997, wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« G. Vlees afkomstig van in nood geslachte runderen ouder dan 24 maanden of afkomstig van andere runderen ouder dan 30 maanden, wanneer het niet onderworpen is geworden aan of niet negatief heeft gereageerd op de snelle test op boviene spongiforme encefalopathie bedoeld in artikel 21^{ter}, § 1, 5°. »

Art. 3. Dit besluit treedt in werking met ingang van 1 januari 2001.

Art. 4. Onze Minister bevoegd voor de volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 mei 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Consumentenzaken,
Volksgezondheid en Leefmilieu,
Mevr. M. AELVOET

F. 2001 — 1454

[C — 2001/22303]

16 MAI 2001. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 4 juillet 1996 relatif aux conditions générales et spéciales d'exploitation des abattoirs et d'autres établissements

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 septembre 1952 relative à l'expertise et au commerce des viandes, notamment l'article 13, modifié par les lois des 15 avril 1965 et 27 mai 1997, et l'article 14, modifié par la loi du 13 juillet 1981 et par l'arrêté royal du 9 janvier 1992;

Vu la loi du 15 avril 1965 concernant l'expertise et le commerce du poisson, des volailles, des lapins et du gibier et modifiant la loi du 5 septembre 1952 relative à l'expertise et au commerce des viandes, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 13 juillet 1981, 27 mai 1997 et 17 novembre 1998;

Vu l'arrêté royal du 4 juillet 1996 relatif aux conditions générales et spéciales d'exploitation des abattoirs et d'autres établissements, modifié par les arrêtés royaux du 11 octobre 1997, 22 décembre 1997 et 6 novembre 1999;

Vu la Décision 2000/418/CE de la Commission du 29 juin 2000 réglant l'utilisation des matériels présentant des risques au regard des encéphalopathies spongiformes transmissibles et modifiant la Décision 94/474/CE, modifiée par la Décision 2001/2/CE du 27 décembre 2000;

Vu les avis du Conseil d'expertise vétérinaire, donnés les 7 septembre 2000 et 8 février 2001;

Vu l'avis du comité scientifique institué auprès de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire, donné le 21 mars 2001;

N. 2001 — 1454

[C — 2001/22303]

16 MEI 2001. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 juli 1996 betreffende de algemene en bijzondere exploitatievoorwaarden van de slachthuizen en andere inrichtingen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 september 1952 betreffende de vleeskeuring en de vleeshandel, inzonderheid op artikel 13, gewijzigd bij de wetten van 15 april 1965 en 27 mei 1997, en op artikel 14, gewijzigd bij de wet van 13 juli 1981 en bij het koninklijk besluit van 9 januari 1992;

Gelet op de wet van 15 april 1965 betreffende de keuring van en de handel in vis, gevogelte, konijnen en wild, en tot wijziging van de wet van 5 september 1952 betreffende de vleeskeuring en de vleeshandel, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 13 juli 1981, 27 mei 1997 en 17 november 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 juli 1996 betreffende de algemene en bijzondere exploitatievoorwaarden van de slachthuizen en andere inrichtingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 oktober 1997, 22 december 1997 en 6 november 1999;

Gelet op de Beschikking 2000/418/EG van de Commissie van 29 juni 2000 houdende vaststelling van voorschriften inzake het gebruik van materiaal dat risico's inhoudt ten aanzien van overdraagbare spongiforme encefalopathieën en tot wijziging van beschikking 94/474/EG, gewijzigd bij Beschikking 2001/2/EG van 27 december 2000;

Gelet op de adviezen van de Raad voor veterinaire keuring, gegeven op 7 september 2000 en 8 februari 2001;

Gelet op het advies van het wetenschappelijk comité, ingesteld bij het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen, gegeven op 21 maart 2001;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la réglementation relative à l'encéphalopathie spongiforme bovine doit sans délai être mise en concordance avec les dispositions de la Décision 2000/418/CE, modifiée par la Décision 2001/2/CE, qui est déjà entrée en vigueur;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er}, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 4 juillet 1996 relatif aux conditions générales et spéciales d'exploitation des abattoirs et d'autres établissements, le point 4*bis*, inséré par l'arrêté royal du 22 décembre 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« 4*bis*. Matériels à risques spécifiés :

a) les crânes, y compris les encéphales et les yeux, les amygdales et la moelle épinière des bovins âgés de plus de douze mois ainsi que les intestins, du duodénum jusqu'au rectum, des bovins de tous âges;

b) les crânes, y compris les encéphales et les yeux, les amygdales et la moelle épinière des ovins et des caprins âgés de plus de douze mois ou qui présentent une incisive permanente ayant percé la gencive, ainsi que les rates des ovins et des caprins de tous âges. »

Art. 2. Dans l'article 15, § 1^{er}, du même arrêté, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Il est interdit d'employer chez les bovins, ovins et caprins, après étourdissement, une méthode provoquant la lacération des tissus nerveux centraux au moyen d'un instrument allongé, en forme de tige, introduit dans la cavité crânienne. »

Art. 3. § 1^{er}. Dans l'article 15, § 3, du même arrêté, les mots « ou de substitution » sont insérés entre les mots « risque de contamination ou de souillure » et les mots « des viandes propres à la consommation humaine ».

§ 2. Dans le même paragraphe, les mots « ou substitution » sont insérés entre les mots « toute contamination ou souillure » et les mots « des viandes propres ».

Art. 4. Dans l'article 16, § 2, alinéa 2, du même arrêté, la première phrase est complétée par les mots « ainsi que les masséters internes et externes des animaux qui ont subi un abattage privé ».

Art. 5. Dans l'article 16 du même arrêté, le § 5, inséré par l'arrêté royal du 22 décembre 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« § 5. Il est interdit d'enlever les encéphales et les yeux définis comme matériels à risques spécifiés des têtes des animaux abattus. Toutefois, l'expert peut permettre ou ordonner l'enlèvement des matériels à risques spécifiés à des fins autorisées par la réglementation, pour autant que cela soit exécuté en sa présence ou qu'il le fasse lui-même. »

Art. 6. L'article 17*bis* du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 22 décembre 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 17*bis*. § 1^{er}. Sauf si elles sont expédiées directement et dans leur intégralité vers l'usine de destruction ou si les dispositions du § 2 leur sont appliquées, les têtes contenant des matériels à risques spécifiés, ne peuvent être expédiées qu'exclusivement vers les ateliers de découpe explicitement agréés pour la découpe de celles-ci.

§ 2. Les matériels à risques spécifiés ou les carcasses, morceaux ou parties de carcasses ou les abats qui en contiennent, peuvent être expédiés vers d'autres destinations que l'usine de destruction à des fins autres que l'alimentation humaine et autorisées par la réglementation. Cette faculté est subordonnée à la présentation avant l'expédition de l'autorisation ministérielle requise pour cette autre utilisation et délivrée conformément à l'article 3 de l'arrêté royal du 16 mai 2001 déclarant nuisibles certains produits d'origine animale présentant des risques au regard des encéphalopathies spongiformes transmissibles.

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de reglementering inzake boviene spongiforme encefalopathie onverwijld in overeenstemming moet worden gebracht met de bepalingen van de Beschikking 2000/418/EG, gewijzigd bij Beschikking 2001/2/EG, die reeds in werking is getreden;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1, § 1, van het koninklijk besluit van 4 juli 1996 betreffende de algemene en bijzondere exploitatievoorwaarden van de slachthuizen en andere inrichtingen, wordt punt 4*bis*, ingevoegd bij koninklijk besluit van 22 december 1997, vervangen door de volgende bepaling :

« 4*bis*. Gespecificeerd risicomateriaal :

a) de schedel, met inbegrip van de hersenen en de ogen, de tonsillen en het ruggenmerg van runderen van meer dan twaalf maanden, alsmede de ingewanden van de twaalfvingerige darm tot en met het rectum van runderen ongeacht de leeftijd;

b) de schedel, met inbegrip van de hersenen en de ogen, de tonsillen en het ruggenmerg van schapen en geiten van meer dan twaalf maanden oud of waarbij één van de blijvende snijtanden door het tandvlees is gebroken, evenals de milt van schapen en geiten ongeacht de leeftijd. »

Art. 2. In artikel 15, § 1, van hetzelfde besluit, wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd :

« Het is verboden bij runderen, schapen en geiten gebruik te maken van een methode waarbij, na de bedwelming van het dier, het weefsel van het centraal zenuwstelsel wordt beschadigd met een lang en staafvormig, in de schedelholte ingebracht instrument. »

Art. 3. § 1. In artikel 15, § 3, van hetzelfde besluit, worden tussen de woorden « voor besmetting of verontreiniging » en de woorden « van het voor menselijke voeding geschikt vlees », de woorden « of substitutie » ingevoegd.

§ 2. In dezelfde paragraaf, worden tussen de woorden « elke besmetting of verontreiniging » en de woorden « van het geschikt vlees » de woorden « of substitutie » ingevoegd.

Art. 4. In artikel 16, § 2, tweede lid, van hetzelfde besluit, wordt de eerste zin aangevuld met de volgende woorden « evenals de inwendige en uitwendige kauwspieren van dieren die een particuliere slachting hebben ondergaan ».

Art. 5. In artikel 16 van hetzelfde besluit, wordt § 5, ingevoegd bij koninklijk besluit van 22 december 1997, vervangen door de volgende bepaling :

« § 5. Het is verboden de als gespecificeerd risicomateriaal gedefiniëerde hersenen en ogen te verwijderen uit koppen van geslachte dieren. Evenwel kan de keurder het verwijderen van het gespecificeerd risicomateriaal toch toestaan of bevelen voor reglementair toegelaten doeleinden, voor zover het in zijn aanwezigheid gebeurt of hij het zelf uitvoert. »

Art. 6. Artikel 17*bis* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij koninklijk besluit van 22 december 1997, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 17*bis*. § 1. Tenzij ze rechtstreeks en in hun geheel naar het destructiebedrijf worden verzonden of tenzij toepassing wordt gemaakt van § 2, mogen koppen die gespecificeerd risicomateriaal bevatten, uitsluitend worden verzonden naar uitsnijderijen die voor het uitsnijden ervan expliciet zijn erkend.

§ 2. Het gespecificeerd risicomateriaal of de karkassen, delen of stukken van karkassen of slachtafval die het bevatten, mogen worden verzonden naar een andere bestemming dan het destructiebedrijf voor andere reglementair toegelaten doeleinden dan menselijke voeding. Deze mogelijkheid is onderworpen aan de voorlegging voor de verzending van de ministeriële toelating die is vereist voor dit ander gebruik en die is afgeleverd overeenkomstig artikel 3 van het koninklijk besluit van 16 mei 2001 waarbij sommige producten van dierlijke oorsprong in verband met overdraagbare spongiforme encefalopathieën schadelijk worden verklaard.

§ 3. Dans les abattoirs d'animaux de boucherie, l'exploitant doit tenir un registre dans lequel sont mentionnés la quantité et la nature des matériels à risques spécifiés enlevés par l'usine de destruction, le nombre et la destination des têtes visées au § 1^{er}, ainsi que la quantité, la nature et la destination des matériels visés au § 2. En outre, l'exploitant doit toujours pouvoir produire sur requête de l'expert, les documents justifiant les mentions reprises à ce registre. »

Art. 7. Dans l'article 20, § 1^{er}, du même arrêté, le point 6°, inséré par l'arrêté royal du 22 décembre 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« 6° des matériels à risques spécifiés ou des carcasses, des morceaux ou parties de carcasses ou des abats qui en contiennent, à moins qu'il ne s'agisse de têtes contenant des matériels à risques spécifiés et se trouvant dans un établissement agréé explicitement pour leur découpe. »

Art. 8. Dans l'article 23, § 2, du même arrêté, alinéa 2, inséré par l'arrêté royal du 22 décembre 1997, la première phrase est remplacée par la phrase suivante :

« La découpe des têtes contenant des matériels à risques spécifiés n'est autorisée que pour autant que cette activité soit reprise de façon explicite dans l'agrément. »

Art. 9. Dans l'Annexe II, Chapitre Ier, du même arrêté, le point 9bis, inséré par l'arrêté royal du 22 décembre 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« 9bis. Les amygdales, la moelle épinière, les intestins du duodénum jusqu'au rectum et les rates définis comme matériels à risques spécifiés doivent être écartés lors de ou après l'expertise et rassemblés à part en vue d'une destruction appropriée ou d'une autre utilisation autorisée. Dans le même but, sont joints à ces matériels, les têtes entières contenant les matériels à risques spécifiés, sauf si elles sont expédiées vers un atelier de découpe explicitement agréé pour leur découpe. »

Art. 10. Dans l'annexe II, Chapitre III, du même arrêté, le point 7, inséré par l'arrêté royal du 22 décembre 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« 7. Dans les ateliers de découpe agréés explicitement pour la découpe des têtes contenant des matériels à risques spécifiés, les crânes, y compris les encéphales et les yeux doivent, après la découpe des viandes, être rassemblés à part en vue de la destruction appropriée ou d'une autre utilisation autorisée par la réglementation. Cette dernière faculté est subordonnée à la présentation avant l'expédition de l'autorisation ministérielle requise pour cette autre utilisation et délivrée conformément à l'arrêté royal du 16 mai 2001 déclarant nuisibles certains produits d'origine animale présentant des risques au regard des encéphalopathies spongiformes transmissibles. »

Art. 11. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2001.

Toutefois, en ce qui concerne l'iléon, le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 2000.

Art. 12. Notre Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 mai 2001.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Protection de la consommation,
de la Santé publique et de l'Environnement,

Mme M. AELVOET

§ 3. In de slachthuizen voor slachtdieren dient de exploitant een register bij te houden met vermelding van de hoeveelheid en de aard van het gespecificeerd risicomateriaal dat is opgehaald door het destructiebedrijf, het aantal en de bestemming van koppen bedoeld in § 1, evenals de hoeveelheid, de aard en de bestemming van de materialen bedoeld in § 2. Tevens dient de exploitant op vraag van de keurder steeds documenten ter staving van de vermeldingen in dit register te kunnen overleggen. »

Art. 7. In artikel 20, § 1, van hetzelfde besluit, wordt punt 6°, ingevoegd bij koninklijk besluit van 22 december 1997, vervangen door de volgende bepaling :

« 6° gespecificeerd risicomateriaal of karkassen, delen of stukken van karkassen of slachtafval die het bevatten, tenzij het gaat om koppen die gespecificeerd risicomateriaal bevatten en die zich bevinden in een inrichting die expliciet is erkend voor het uitsnijden ervan. »

Art. 8. In artikel 23, § 2, van hetzelfde besluit, wordt in het tweede lid, ingevoegd bij koninklijk besluit van 22 december 1997, de eerste volzin vervangen door de volgende volzin :

« Het uitsnijden van koppen die gespecificeerd risicomateriaal bevatten, is alleen toegestaan voor zover deze activiteit expliciet in de erkenning is opgenomen. »

Art. 9. In de Bijlage II, Hoofdstuk I, van hetzelfde besluit, wordt punt 9bis, ingevoegd bij koninklijk besluit van 22 december 1997, vervangen door de volgende bepaling :

« 9bis. Als gespecificeerd risicomateriaal gedefiniëerde tonsillen, ruggenmerg, ingewanden van de twaalfvingerige darm tot en met het rectum en milten dienen bij of na de keuring te worden verwijderd en afgezonderd verzameld met het oog op een passende destructie of op een ander toegelaten gebruik. Met hetzelfde doel worden aan dit materiaal de gehele koppen toegevoegd die gespecificeerd risicomateriaal bevatten, tenzij ze worden verzonden naar een uitsnijderij die voor het uitsnijden ervan expliciet is erkend. »

Art. 10. In bijlage II, Hoofdstuk III, van hetzelfde besluit, wordt punt 7, ingevoegd bij koninklijk besluit van 22 december 1997, vervangen door de volgende bepaling :

« 7. In de uitsnijderijen die expliciet zijn erkend voor het uitsnijden van koppen die gespecificeerd risicomateriaal bevatten, dienen de schedels, met inbegrip van de hersenen en de ogen, na het uitsnijden van het vlees afgezonderd verzameld met het oog op de passende destructie of op een ander reglementair toegelaten gebruik. Deze laatste mogelijkheid is onderworpen aan de voorlegging voor de verzending van de ministeriële toelating die is vereist voor dit ander gebruik en die is afgeleverd overeenkomstig het koninklijk besluit van 16 mei 2001 waarbij sommige producten van dierlijke oorsprong in verband met overdraagbare spongiforme encefalopathieën schadelijk worden verklaard. »

Art. 11. Dit besluit treedt in werking met ingang van 1 januari 2001.

Voor wat evenwel het ileum betreft, treedt dit besluit in werking met ingang van 1 juli 2000.

Art. 12. Onze Minister bevoegd voor de Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 mei 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Consumentenzaken,
Volksgezondheid en Leefmilieu,

Mevr. M. AELVOET